



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques

Volume 7, numéro 19

Juillet-Décembre 2024

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/IRGES5900>

PRECONISATIONS POUR L'EDUCATION A LA NOUVELLE CITOYENNETE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Lambert MENDE OMALANGA

Cadre scientifique et Doctorant en Sciences Politiques et Administratives de l'Université
Pédagogique Nationale (UPN)/Kinshasa-RDC

RESUME

La préconisation à la nouvelle citoyenneté exposée dans le présent article vise préparer les Congolais à participer activement à la vie démocratique en exerçant leurs droits et responsabilités. Il suggère la promotion d'un comportement participatif, démocratique et responsable pour améliorer la vie nationale et opter pour les décisions publiques, à prendre dans le respect des personnes et communautés, des droits et devoirs de chacun, des lois et règlements.

Mots-clés : *nouvelle citoyenneté, civisme, décolonisation, RDC.*

ABSTRACT

The recommendation for the new citizenship set out in this article aims to prepare the Congolese to participate actively in democratic life by exercising their rights and responsibilities. It suggests the promotion of participatory, democratic and responsible behaviour to improve national life and opt for public decisions, to be taken with respect for individuals and communities, the rights and duties of each person, laws and regulations.

Keywords : *new citizenship, civics, decolonization, DRC.*

INTRODUCTION

L'institution d'un ministère en charge de l'Education à la nouvelle citoyenneté au sein du gouvernement central et des exécutifs provinciaux de la République Démocratique du Congo répond à l'impérieuse nécessité d'intégrer, six décennies après l'indépendance, plus de 100 millions de citoyens

d'un Etat que certaines puissances parties prenantes à la conférence de Berlin de 1884-1885 sur le bassin du Congo continuent à considérer simplement comme un champ clos de leurs projections géostratégiques.

Sortant d'une colonisation peu soucieuse d'un quelconque développement humain, sans système éducatif adapté ni structure politique autonome¹, le Congo, à l'instar de la plupart d'autres États d'Afrique subsaharienne, devait se colleter primordialement avec le terrible paradoxe révélé par le fait que bien que pourvu d'abondantes ressources naturelles couplées à une population jeune et industrielle, il ne soit jamais parvenu à émerger.

Il continue de moisir dans une situation de perte de repères par les élites, une pauvreté généralisée, un exode rural massif, des conflits croisés et des tensions intercommunautaires d'intensité variable parfois sans causes rationnelles apparentes ni issue stratégique perceptible, une perméabilité au terrorisme international ou régionale, l'expansion des zones de non droit, les épidémies, le pillage systématique et l'exploitation illégale des matières premières.

Ce paradoxe se manifeste également à travers le fait que les Congolais consomment du poisson importé au prix fort malgré de nombreuses ressources halieutiques dont le pays est pourvu, ou du riz japonais, thaïlandais et chinois ainsi que la farine de maïs zambien en dépit de leurs vastes terres fertiles servies par une généreuse pluviométrie toute l'année.

Le sociologue Ferdinand Ngoma Ngambu rend compte de cette aberration en évoquant « un pays à la fois riche et pauvre, libéral et socialisant, démocratique et autocratique, une puissance énergétique dans laquelle on s'éclaire encore à l'huile, un pays stable dans lequel se succède une multiplicité de gouvernements, un pays à potentialités scandaleuses mais dont

¹ NUBUKPO K., *Une solution pour l'Afrique. Du protectionnisme aux biens communs*, Ed. Odile Jacob, Paris, 2022, p. 9.

bénéficieraient en priorité des étrangers »², bref, un État qui est à la fois tout et rien.

Trefon et De Putter posent quant à eux la question de savoir « pourquoi tant de gens ont faim dans un pays si fertile, pourquoi une décennie de forte croissance dans les secteurs d'extraction n'a eu que si peu d'impact sur le développement de la société »³.

La présente réflexion aborde sept points principaux à savoir : la définition des concepts ; les rétroactes historiques, géopolitique, diplomatie inefficace et facteur humain, le piège d'une démocratie prosaïque, pallier à l'apathie et à l'obsolescence du système éducatif, remédier à la colonisation mentale et à la faillite de la pensée, le piège d'une extraversion tentaculaire.

I. DEFINITION DES CONCEPTS

Les concepts de référence dans cette réflexion sont ceux de préconisation, d'éducation et de nouvelle citoyenneté.

Par préconisation, on entend généralement une recommandation vive et insistante à entreprendre une action déterminée. Toutefois, à la différence de la recommandation *stricto sensu* qui peut aller dans divers sens, la préconisation consiste en une suggestion destinée à améliorer un processus en se basant sur des éléments factuels⁴.

L'éducation n'est autre chose que l'action d'éduquer, de former, d'instruire quelqu'un. De manière plus précise, il s'agit de la mise en œuvre de moyens susceptibles de développer systématiquement et méthodiquement une faculté, un organe ou des aptitudes, l'apprentissage et le développement des facultés intellectuelles, morales et physiques d'un individu dans le but de le

² NDAYWEL E ZIEM I., *La saison sèche est pluvieuse : L'audace de dresser le front pour un autre Congo*, Ed. Médiaspaul, Kinshasa, 2017, p. 22.

³ TREFON T. et DE PUTTER T., « Ressources naturelles et développement : le paradoxe congolais », disponible sur amazon.com.be, consulté le 5 mai 2024.

⁴ Définition de préconisation, disponible sur <https://www.nrtl.fr> et <https://openclassrooms.com>.

faire progresser et d'améliorer ses capacités de penser par soi-même à un sujet et de créer sa culture⁵.

Pour appréhender correctement le concept de la nouvelle citoyenneté qui est au cœur du présent article, il importe de se référer aux textes normatifs en vigueur pour lui donner un contenu. Sur pied de l'article 51 de la Constitution de 2006 qui stipule que « tout citoyen a le devoir de se conformer à la Constitution, aux lois et règlements de la République et de s'acquitter de ses obligations envers l'État et la société », on peut déduire que ce concept renvoie au devoir qui incombe à tout ressortissant de ce pays de promouvoir et sauvegarder les règles du vivre ensemble au sein de la communauté nationale, de respecter et faire respecter ses droits et libertés de même que ceux des autres citoyens et de contribuer à la sauvegarde de la sécurité et de l'ordre public⁶.

Selon une formule empruntée à Dominique Schnapper, cette notion exprime « un idéal-type de vie en commun, celui de la construction d'une communauté de citoyens, d'une nation, selon des principes qui s'incarnent dans la devise de la République »⁷. Selon cet entendement, les principes fondamentaux mis en œuvre par la nouvelle citoyenneté sont :

- l'affirmation que l'homme est le titulaire primordial des droits. Il en est donc le but ultime ;
- le droit pour tout citoyen de participer à l'élaboration du droit et à la vie politique ;
- la réciprocité du respect des droits et des devoirs : le fait que certains aient des droits implique que tous les autres en ont aussi et qu'il faut les respecter pour une vie sociale harmonieuse ;
- le respect de la vie de l'autre, même en cas de conflits ;
- la liberté d'opinion qui doit être au-dessus de tout pouvoir en place.

⁵ Education – Wikipédia, in <https://fr.wikipedia.org>.

⁶ Constitution de la République Démocratique du Congo, in <https://www.sgg.cg>.

⁷ SCHNAPPER D., « La citoyenneté Être (un) citoyen aujourd'hui », disponible sur <https://www.conseil-etat.fr>.

Ainsi compris, ce concept est une pyramide à plusieurs étages comprenant notamment la précompréhension de la citoyenneté par les nouvelles générations dès la première étape du processus de socialisation, leur éducation politique et juridique nécessaire au fonctionnement civique de la société, l'affinement de la réflexion sur l'appartenance commune par un apport historique et sociologique et enfin l'acquisition des compétences sociales telles que la capacité à débattre, à gérer les conflits en respectant les valeurs communautaires et à transférer ces compétences dans d'autres domaines et, éventuellement, d'une action concrète grâce à un esprit critique⁸.

Les préconisations y relatives concernent les dispositions organisationnelles et structurelles les plus pertinentes à appliquer pour l'internalisation aux plans théorique, sociopolitique, géostratégique et personnel d'un condensé structuré des efforts de mise à jour des mécanismes destinés à faire échec aux multiples tentatives de domestication de la pensée et du "formatage de l'impuissance et de l'incompétence" chez des élites autochtones congolaises initiées depuis la période coloniale par certains groupes suprématistes occidentaux⁹.

II. RETROACTES HISTORIQUES

Les nécessités d'un flux massif des investissements extérieurs au Congo après l'indépendance ont toujours été brandies comme une sorte de rétribution de la soumission aux diktats des détenteurs occidentaux des capitaux sur les politiques publiques de ce pays. Avec justesse, le politologue Freddy Mulumba parle à ce sujet du « syndrome de l'âne appâté par une carotte que l'on fait pendre devant ses yeux pour le pousser à tracter de plus en plus loin une lourde charge ».

Par conformisme et veulerie, l'intelligentsia congolaise postcoloniale s'est inspirée tout au long de l'histoire récente des schèmes d'auto-flagellation systématique inculqués à partir de l'extérieur et entretenus par une ingurgitation des chroniques infamantes déversées régulièrement sur les

⁸ Bases théoriques de l'éducation à la citoyenneté, disponible sur <http://www.education21.ch>.

⁹ BONGELI Y. A., *L'émergence par la science. Pour une recherche scientifique citoyenne au Congo-Kinshasa*, Ed. L'Harmattan RD Congo, Kinshasa, 2017, p. 11.

opinions nationale et internationale au sujet d'une prétendue incapacité congénitale des Congolais à concevoir des réponses idoines à leurs propres aspirations légitimes. D'où l'importance d'anatomiser ce piège des mirages provoqué par le mimétisme culturel ambiant et la bien-pensance outrecuidante et condescendante occidentale qui ont, malgré l'indépendance, forgé l'univers mental de la plupart des dirigeants et penseurs congolais au point de dénaturer profondément leur lecture des événements, des faits et des idées en lien avec le devenir et l'avenir de leur pays.

La République Démocratique du Congo est à ce jour un condensé des dysfonctionnements caractéristiques de l'Afrique noire que le macroéconomiste Kako Nubukpo considère comme «le continent de toutes les vulnérabilités tant les écarts de niveau de vie restent élevés par rapport aux pays occidentaux. Ainsi, le PIB des 54 Etats africains réunis atteint à peine celui de la France (2.700 milliards de dollars US), avec des fragilités aggravées par les déficiences en matière de systèmes des systèmes de santé et de protection sociale ainsi que l'absence d'un espace fiscal suffisant et d'une souveraineté monétaire effective, le tout coiffé par une crise climatique devenue permanente » mais en même temps caractérisé par « la forte capacité d'innovation économique et sociale, la grande flexibilité de son économie populaire, son dynamisme démographique illustré par la jeunesse de sa population qui en font le continent de tous les espoirs »¹⁰.

Trop de pratiques inconséquentes, voire déviantes secrétées par des groupes de populations autochtones ont acquis un statut d'attribut culturel dans le pays, devenant un véritable frein au développement. Arrimées à des usages perçus comme incontournables par les masses depuis l'aube de l'indépendance, elles sont généralement motivées par une trop longue gestion prédatrice des nouveaux pouvoirs publics postindépendance dans un contexte de décapitation des entreprises, de disparition de l'industrie manufacturière, d'abandon des fermes agricoles, d'absence de tout investissement majeur dans les secteurs porteurs de croissance (agriculture, bâtiments, travaux publics etc.).

¹⁰ NUBUKPO K., *Op. cit.*, pp. 9-10.

Alors que les Pères de l'indépendance avaient promis des lendemains enchanteurs à leurs concitoyens, le Congo s'est trouvée enserrée dans l'engrenage des malversations, du tribalisme, du clientélisme et de la corruption qui constituent de réelles menaces pour son intégrité et sa stabilité car il s'agit d'antivaleurs qui sapent l'ensemble des institutions et compromettent leur utilité sociale autant que les perspectives de développement de l'État de droit.

Ainsi que le rappelle Benoît Bréville, « la mémoire collective est une construction qui varie au gré des époques, des rapports de forces, des intérêts du moment »¹¹.

Au fil des années, le fanatisme identitaire des premières années de l'indépendance (affrontements parfois sanglants entre communautés ethniques et même entre divers groupes composant un même ensemble ethnique plus ou moins exaltés dans le contexte de compétitions politiciennes ou autour du contrôle de ressources naturelles et économiques) et la méconnaissance des exigences élémentaires de l'écologie qui poussent à faire corps avec la nature environnante ont amenuisé les capacités des Congolais à triompher des maux qui les assaillent depuis l'accession de leur pays à la souveraineté nationale et internationale et auxquels viennent se greffer une féroce compétitivité globale et l'hégémonisme prédateur de certains pays de la région des grands lacs africains.

III. GEOPOLITIQUE, DIPLOMATIE INEFFICIENTE ET FACTEUR HUMAIN

L'inefficience de la diplomatie congolaise dans la géopolitique globale depuis l'État Indépendant du Congo a été mis en exergue par Kabengele Kabala qui indexe le mode de gouvernance des ressources naturelles de ce pays comme « contribuant à sa désarticulation géo-économique et désorganise les espaces territoriaux pour le seul besoin d'exploitation d'extraversion, sans

¹¹ BREVILLE B., « L'histoire face aux manipulateurs », dans *Le Monde diplomatique*, N° 847, Octobre 2024, pp. 1-14-15.

aucune ambition de transformation et de développement endogène ainsi que de la carence de résilience face au système prédateur »¹².

Il y a donc une nécessité impérieuse pour tous ici à intérioriser les voies et moyens pragmatiques susceptibles permettant d'envisager utilement une pluralité de solutions à la marginalisation de ce grand pays au cœur du continent africain. Pour prospérer, une pareille démarche devrait s'effectuer hors des sentiers battus du catastrophisme et mettre à contribution les engagements d'acteurs divers doués d'une connaissance empirique requise par la complexité des problèmes et la fragilité d'une entité en butte depuis des temps immémoriaux à une multitude d'interférences extérieures.

La RD Congo dispose d'immenses ressources économiques et humaines qui sont autant d'atouts pour son développement et son émergence. Ses 2.345.409 Km² de superficie en font l'un des États les plus vastes de l'Afrique. Deux fuseaux horaires chevauchent les longues galeries forestières et les savanes luxuriantes qui s'y déploient à perte de vue, parsemées de montagnes et de vallées verdoyantes à travers lesquelles serpentent de multiples cours d'eau douce très poissonneux.

Sa population était estimée en 2018 à un peu plus de 90 millions d'habitants avec une densité moyenne de 32 habitants au Km², selon des projections minimales établies par un recensement général effectué en 1984 alors que d'autres évaluations font état de plus de 100 millions d'habitants. Répartis dans 26 provinces, une quarantaine de villes et 145 territoires ruraux, traversés par des référentiels culturels ou identitaires variés.

Outre ses fabuleuses potentialités minières, ce « scandale géologique » dispose de plus de 80 millions d'hectares de terres arables dont seulement un dixième est mis en exploitation et jouit d'une grande diversité agro-climatique permettant une riche production agricole. En effet, la cuvette centrale congolaise offre des conditions favorables à la culture du palmier à huile, de l'hévéa, du café, du cacao, de la banane et du manioc alors que le

¹² KABENGELE K., « Isomorphismes du système léopoldien : Résilience et perpétuité aux systèmes post-léopoldiens », dans *Revue Intelligence Stratégique*, N° 11, Janvier-Mars 2022.

marché intérieur du pays consomme annuellement plus de 50 tonnes d'huile de palme importée pour les ménages et les industries.

Les savanes qui couvrent une grande partie du territoire se prêtent à des cultures aussi rentables que le coton, les céréales, les légumineuses à grains et à un élevage intensif de gros et petit bétail. On estime à 40 millions de têtes de gros bétail la capacité d'accueil de ses espaces alors qu'à ce jour, la totalité du cheptel existant sur l'ensemble du pays n'excède pas 700.000. Par ailleurs 6.000 tonnes de coton seulement sont produites par an sur une capacité évaluée à près de 180.000 tonnes.

L'hydrographie de la République Démocratique du Congo, au cœur d'un continent africain de plus en plus menacé par l'aridité avec les déserts du Sahara au Nord et du Kalahari au Sud, est certainement la plus riche de la région. Elle est constituée d'une quantité volumineuse d'eau douce charriée par quelques centaines de rivières sillonnant les bassins du Congo au Sud et au Centre, de l'Oubangui au Nord et des lacs Albert, Kivu et Tanganyika dans la partie septentrionale du pays.

Ces éléments mettent en lumière la centralité du facteur humain dans le développement de ce pays dont l'émergence dépend plus de ses habitants que de ses potentialités naturelles ou économiques, aussi impressionnantes soient-elles. Tant de potentialités naturelles et de ressources ne peuvent être si mal exploités qu'à cause d'un déficit à ce niveau.

Certes, l'histoire mouvementée du Congo et de la région de l'Afrique centrale révèle des actes héroïques d'autochtones à l'instar de Dona Kimpa Vita, une jeune femme (21 ans) brûlée vive le 2 juillet 1706 pour « crime d'hérésie » dans ses messages messianiques contre l'oppression coloniale, le prédicateur Simon Kimbangu, condamné à mort par une cour martiale belge en 1921 pour avoir déclaré dans ses prêches que « les noirs deviendront blancs et les blancs deviendront noir » ou le leader indépendantiste Patrice Lumumba, assassiné en 1961 pour avoir revendiqué l'indépendance totale du Congo et dénoncé les tentatives occidentales de "balkaniser" ce pays.

L'historiographie officielle est souvent encline à aligner les actions héroïques de ces figures emblématiques de la résistance à la domination

étrangère dans une tradition immémoriale de résilience propre aux autochtones du bassin du Congo. De fait, ce n'est qu'un pur conte de fée car il s'agit en réalité de comportements exceptionnels dans un aplatissement généralisé des élites locales. En effet, deux siècles ont séparé Kimpa Vita de Kimbangu tandis que quarante années se sont passées entre l'embailllement de ce dernier et le martyr de Lumumba. C'est donc par un glissement méthodologique douteux que ces épisodes historiques sont figés dans une sorte de déterminisme évanescent.

La cause essentiel de ce glissement est à rechercher essentiellement dans le conformisme pusillanime des élites congolaises littéralement engluées dans des réminiscences mémorielles qui leur offrent un miroir déformé du passé et servent à mettre en scène des représentations qui correspondent aux intérêts de ceux qui les organisent. Prenant appui sur la récente résurgence de la Guerre Froide entre les Etats-Unis et la Russie, Bréville en veut pour illustration la réécriture de l'histoire de la seconde guerre mondiale par les médias, les manuels scolaires, les musées et, dans certains pays, les politiques publiques.

« Le rôle de la Russie (dans la victoire contre l'Allemagne hitlérienne NDLA) a été ainsi minimisé au profit de la contribution américaine. Elle est désormais jugée coresponsable du désastre, sur un pied d'égalité avec l'Allemagne. Ce discours a d'abord émergé en Europe centrale et orientale dans des pays occupés par les nazis dont ils furent débarrassés par les Soviétiques et qui restèrent après-guerre dans le giron de Moscou. Pour ancrer ce récit, il a fallu effacer bien des traces du passé, et notamment celles qui signalaient la victoire de l'Armée rouge ou la collaboration avec l'occupant allemand », écrit-il¹³.

Cette approche manifestement révisionniste¹⁴ est contestée par Bréville qui s'insurge que que « des législateurs interviennent sur des sujets

¹³ BREVILLE B., « L'histoire face aux manipulateurs », dans *Le Monde diplomatique*, N° 847, Octobre 2024, pp. 14-15.

¹⁴ Les statistiques officielles font état de 21.400.000 pertes en vies humaines de l'URSS contre seulement 1.288.000 seulement pour les USA, la Grande-Bretagne et la France pendant la seconde guerre mondiale.

toujours débattus par les historiens dont ils ne connaissent rien, dans un but uniquement politique (...). De plus en plus, les élus européens ne se contentent pas de prendre parti dans une controverse. Ils révisent l'histoire en supprimant tous les éléments susceptibles d'entraver leur nouveau récit. Car il faut une mauvaise foi évidente pour rendre Moscou coupable de la seconde guerre mondiale, tout en occultant les responsabilités françaises ou britanniques »¹⁵.

Sans aller jusqu'à recommander aux intellectuels africains de se lancer par rétaliation dans une offensive similaire contre les anciens colonisateurs, Aimé Césaire les met en garde dans son *Discours sur le colonialisme*, contre le pseudo-humanisme de leurs partenaires européens qui, à son point de vue ont «trop longtemps rapetissé les droits de l'homme, en en ayant une conception étroite et parcellaire, partielle et partiale et, tout compte fait, sordidement raciste et déloyale destinée à légitimer à posteriori l'action colonisatrice par les progrès matériels réalisés dans certains domaines sous le régime colonial attendu que nul ne sait à quel stade de développement matériel eussent été ces mêmes pays sans l'intervention européenne»¹⁶.

IV. LE PIEGE D'UNE DEMOCRATIE PROSAÏQUE

On a souvent tendance à réduire la nouvelle citoyenneté au civisme, un dérivé du mot latin *civis* qui désigne le respect du citoyen pour la collectivité dans laquelle il vit. En réalité, le comportement civique est différent de la citoyenneté en ce qu'une attitude civique consiste à remplir ses devoirs de citoyen tandis qu'une démarche citoyenne, plus exigeante, est celle qui affiche une volonté d'intégrer dans tous les actes de la vie quotidienne des considérations éthiques et des finalités ou des solidarités très affirmées¹⁷.

Paraphrasant Victor Hugo, l'universitaire français Gérard Gengembre note à ce sujet que « la société régulière, le gouvernement légal, les institutions, la paix publique, la civilisation même (sont) des choses considérables. Mais ils ne sont rien tant que l'ordre matériel raffermi n'a point

¹⁵ BREVILLE B., *Op. cit.*

¹⁶ CESAIRE A., *Discours sur le colonialisme*, Ed. Réclame, Paris 1950.

¹⁷ Citoyenneté, in <https://fr.wikipedia.org>.

pour vase l'ordre moral consolidé. On n'a rien fait tant que le peuple souffre ! tant que l'esprit de révolution a pour auxiliaire la souffrance publique »¹⁸.

Pour sa part, Cynthia Fleury prend le contrepied des théories qui placent à cet égard sur un piédestal les valeurs démocratiques dont elle signale qu'elles relèvent parfois d'un sophisme utilitaire. « La démocratie se réduit quelques fois à un jeu d'émancipations non réciproques. Elle revient alors à organiser l'émancipation des uns au détriment de celle des autres, à concevoir l'autonomisation des uns contre la dépendance des autres. Les premiers à oublier la querelle du droit et de la loi sont les gouvernants eux-mêmes, d'où la nécessité du dire parrésiasique qui ne se laisse jamais mystifier. Lui seul sait combien la démocratie n'a de valeur qu'à la condition d'organiser le règne des émancipations réciproques et non unilatérales » selon cette auteure¹⁹.

Dans sa communication devant ses pairs africains réunis autour de leur hôte Vladimir Poutine à Sotchi (Russie) en octobre 2019, le président de la RD Congo Félix Tshisekedi a défendu la *ratio legis* de la très controversée révision du Code minier initiée par son prédécesseur Joseph Kabila en 2018 en rappelant le caractère « insoutenable » des déséquilibres observés dans la gouvernance économique mondiale avec des chiffres qui se passent de tout commentaire : entre 2010 à 2014, sur un total des revenus de près de 48 milliards USD, fruit de l'exploitation des mines congolaises, les investisseurs étrangers avaient engrangé plus de 42 milliards USD contre 6 milliards USD seulement de recettes collectées par le Trésor public du pays sans susciter le moindre questionnement de la part d'une opinion publique anesthésiée.

Il sied de rappeler à ce propos que les capitaines de la grande industrie minière occidentale et leurs homologues chinois qui avaient scandaleusement profité des avantages dont ils avaient été gratifiés par les dispositions de l'ancienne législation de 2002 avaient répandu aux quatre vents, grâce aux médias, aux *think tanks* et aux ONG à leur solde, des données décousues en

¹⁸ HUGO V., *Combats politiques et humanitaires. Anthologie et commentaires*, choix de textes, préface et dossier thématique de Gérard Gengembre, Ed. Pocket, Paris, p. 121.

¹⁹ FLEURY C., *La fin du courage*, Ed. Le Livre de Poche, Paris, 2021, p. 83.

recourant à des trolls²⁰ pour maintenir le système de domination/exploitation qui date du XVe siècle.

C'est en effet depuis que le navigateur portugais Diego Cao, en quête d'un passage reliant l'océan Atlantique à l'océan Indien, avait mis les pieds à l'embouchure du fleuve Congo, que cette partie du continent africain a été confrontée à l'esclavagisme suivi successivement par la gestion patrimoniale léopoldienne, le colonialisme puis une "coopération au développement" sans aucune réciprocité.

Pour sortir de ce redoutable traquenard, l'éducation à la nouvelle citoyenneté devrait tendre vers la promotion des voies et moyens à mettre en œuvre par les jeunes générations du pays pour relever grâce à leur propre génie créateur les défis des innovations technologiques susceptibles de permettre au pays d'être également une solution pour lui-même au lieu d'être la solution pour les autres comme elle l'a été depuis le choc entre le pot de fer esclavagiste, léopoldien ou colonial et le pot de terre des communautés autochtones.

En effet, lors de la traite négrière, l'esclavage auquel les Congolais à l'instar des autres noirs africains furent soumis avait fait d'eux une solution pour la mise en valeur des terres agricoles du nouveau monde (Amériques, Caraïbes etc...). Pendant la révolution industrielle et la colonisation, processus historiques du XIXe siècle qui firent basculer le monde de sociétés à dominante agraire et artisanale vers le commerce et l'industrie, le caoutchouc et le cuivre de ce pays avaient été une solution pour l'accroissement exponentiel des gains de productivité de quelques puissances européennes et américaines.

Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, l'uranium de Shinkolobwe (Katanga) a été une solution qui a permis aux alliés occidentaux de terrasser leurs ennemis de l'axe de l'Alliance Allemagne-Italie-Japon. Après l'indépendance, le coltan et le cobalt du Congo ont été une solution pour les industriels euro-américains et chinois qui les ont utilisés pour fabriquer des smartphones, des batteries et des véhicules électriques. Plus récemment, les

²⁰ Un troll est un message posté sur Internet pour susciter une polémique ou perturber une discussion <https://www.larousse.fr>.

forêts et les tourbières du Congo sont la solution pour toutes les nations industrialisées du monde qui ont pollué abusivement le climat de toute la planète.

La nouvelle citoyenneté qui doit insuffler aux Congolais la détermination de faire de leur pays une solution pour lui-même et les préparer à conjurer chez eux la tendance à banaliser notamment l'exploitation sans contrepartie de leurs ressources propres par d'autres est aux antipodes des lieux communs d'une démocratie sans émancipations réciproques. Il s'agit de promouvoir dans l'univers mental l'exigence des autochtones de ce pays des mécanismes de participation de l'actionnariat national dans les entreprises nationales sans préjudice des nécessités d'un bon climat des affaires rassurant qui protège et soutient tous les entrepreneurs.

Elle constitue un ingrédient permettant d'amortir les traumatismes causés par les explorateurs, esclavagistes, colonisateurs et coopérants sous les tropiques congolaises dans un contexte caractérisé par une prédisposition récurrente de ces derniers à imposer *perinde ac cadaver* leurs volontés aux pays du Sud en général.

En dépit des énormes potentialités dont dispose la RDC, il est en effet impossible d'envisager son émergence sans une prise en compte des ressources humaines susceptibles de mettre en œuvre des innovations. Parmi les outils les plus performants pour ce faire, figure un système éducatif adapté aux besoins réels de la société. Riche de ses potentialités qui défrayent la chronique, le pays l'est aussi en ressources humaines. Des projections assez crédibles établissent une démographie de plus de 100 millions d'habitants à ce jour. Dans le détail, la plus grande partie de cette population congolaise se compose de près 70% de jeunes de moins de 25 ans. C'est un capital de dynamisme et de force créative et de travail significatif à même de transformer ses potentialités naturelles en opportunités réelles de développement.

V. PALLIER A L'APATHIE ET A L'OBSOLESCENCE DU SYSTEME EDUCATIF

Quelles que soient l'immensité de ses potentialités naturelles, la RDC ne peut se développer que si, et seulement si, ses ressortissants contribuent à

leur mise en valeur de ces multiples potentialités. Force est de constater que l'obsolescence du système éducatif mis en place par l'administration coloniale dont le leitmotiv se résume dans le slogan « pas d'élites, pas d'ennuis » et qui perdure jusqu'aux temps présents a produit une sorte de torpeur et d'indigence de la pensée créatrice des élites autochtones qui exposent le pays à un incessant ballottage entre les agendas des puissances extérieures qui s'en sont rendus maîtres depuis 1885.

Cette apathie est aussi une conséquence du silence imposé à ceux des Congolais qui ont osé peu ou prou se dresser avec une vision alternative ou un leadership significatif pour l'émancipation de leur peuple. C'est dans l'indifférence quasi-générale que de tels leaders ont été soit éliminés physiquement soit brutalement muselés. Ce fut notamment le cas de Dona Kimpa Vita (1706), Simon Kimbangu (1921-1951) ou Patrice-Emery Lumumba (1961) pour ne citer que les plus emblématiques d'entre eux. A leurs côtés, des milliers de héros anonymes dont personne, hors de leurs proches ou de quelques initiés, n'est en mesure de connaître les courageux exploits, ont été aussi sacrifiés sans que le pays, son peuple et ses institutions n'intériorisent le sens véritable des courants d'idées dont ils étaient porteurs.

Même après la fin de la guerre froide (chute du mur de Berlin) en 1989, ce schéma de l'impuissance et de l'indolence a continué à être un élément sous-jacent de la culture congolaise. A l'instar de ce qu'ils avaient fait pendant et après la colonisation, les suprématistes occidentaux se sont acharnés à gaver les Congolais d'images d'Epinal afin d'éroder leur confiance en eux-mêmes par l'ingurgitation de l'idée de l'inutilité de résister à l'ordre néocolonial.

C'est le fondement et la motivation première des clichés dévalorisants sur le Congo et les Congolais que François Soudan du périodique *Jeune Afrique* a résumé dans l'aphorisme *Congo Bashing*, (tendance à présenter sous un jour pessimiste et catastrophiste tout ce qui se pense, se passe et se fait en RD Congo depuis l'indépendance) qu'il décrit comme l'arme fatale que la bien-pensance utilise pour justifier la bonne foi et l'exactitude de certaines prétentions impérialistes.

Cette campagne de sape a contribué à entretenir chez plusieurs générations un pessimisme qui conforte un ordre économique mondial organisé de telle sorte que le Congo n'ait pas d'emprise sur son destin autant que sur les retombées financières de ses propres ressources économiques à part quelques maigres commissions que les multinationales occidentales consentent unilatéralement à lui reverser. Guy-Lambert Santimi note à ce sujet dans son étude des rapports actuels entre le Nord et le Sud de la planète que « ce sont des sociétés dans lesquelles des dirigeants de l'Union européenne ou d'Amérique du Nord ont des intérêts qui disposent à vil prix des concessions d'exploitation minière ou forestière et cela, sans payer des taxes proportionnelles auxquelles l'État a droit »²¹.

Les médias jouent un rôle déterminant dans cet état des choses. Naguère, c'est déjà grâce à eux qu'un esclavagiste comme Bartolomé de Las Casas avait pu être présenté comme un missionnaire humaniste alors qu'il ne plaidait que pour la libération des Indiens et leur remplacement par des captifs Noirs qui étaient, selon lui, dépourvus d'âmes ! Plus tard ils (médias) canoniseront pratiquement le roi des Belges Léopold II dont l'étreinte prédatrice sur le Congo suscita pendant des décennies la béate admiration des bonnes âmes²².

Certains analystes voient dans la défiance à l'égard des suprématistes occidentaux les excès d'une "théorie du complot" mais ainsi que le constate le penseur congolais Guy-Lambert Santimi, « cette situation se vérifie chaque jour sur le terrain. Même lorsque des forces politiques locales qui ne peuvent s'entendre sur la gestion de leur pays entrent en négociations, les négociateurs et les médiateurs reçoivent toujours une feuille de route qui comporte généralement des considérations géopolitiques et des agendas extérieurs cachés ».

On en a eu une éloquente illustration lors du dialogue inter congolais de février à avril 2002 à Sun City (province sud-africaine du Northwest).

²¹ SANTIMI G-L., *Relations Nord-Sud, un grand scandale*, Ed. Monde Nouveau Afrique Nouvelle, Saint-Légier, 2014, p. 64.

²² MENDE O. L., *Aspects comminatoires des relations belgo-congolaises. Paradoxe entre l'utopie de puissance et une fragilité non assumée*, Ed. IRGES, Kinshasa, 2020, p. 27.

Théoriquement parrainées par la SADC et l'Union africaine, ce forum fut caractérisé par l'implication de nombreux influenceurs occidentaux, les mêmes qui ont cyniquement œuvré à inoculer au continent le virus du morcellement qui, a déjà séparé l'Éthiopie de l'Érythrée ainsi que le Soudan du Sud-Soudan²³.

Ces interférences extérieures dénaturent le sens idéal de la nouvelle citoyenneté qui serait de permettre aux Congolais de prendre pleinement conscience de l'impérieuse nécessité de résister aux incessantes tentatives de balkanisation de leur pays dénoncées dès les premiers jours qui suivirent le 30 juin 1960 par le Père de l'indépendance Patrice-Emery Lumumba.

Pour le géopolitologue français François Thual, ces efforts de dépossession sont alimentés par la peur panique qu'éprouvent la plupart des stratèges occidentaux à l'idée de « voir émerger en Afrique noire des États forts car à leur point de vue, plus les États de ce continent seront petits et dépendants, plus ils auront besoin de la protection des grands »²⁴. Il importe dès lors de conforter la résilience des élites congolaises face aux acteurs internationaux, régionaux et internes d'une prédation devenue systémique au cours de ces dernières années.

Le fatalisme et le défaitisme de plusieurs générations de Congolais est illustrée par leur pleutrerie face aux incursions militaires du régime post génocide rwandais de 1994 voisin qui seraient dues, selon Pierre Péan et Charles Onana à une volonté de certaines puissances occidentales parties à la conférence de Berlin sur le bassin du Congo de 1884-1885 de ramener ce pays au statut de colonie internationale conforme aux actes de ce forum. Ces actes garantissaient en effet le libre accès des « *nations civilisées* » au commerce international sur cet espace qui n'était alors perçu que comme un immense coffre-fort naturel dont le gardiennage avait été confié au roi des Belges Léopold II²⁵.

²³ THUAL F., *La planète émietlée. Morceler et lotir, un nouvel art de dominer*, Ed. Arléa, Paris, 2002, p. 215.

²⁴ *Ibidem*.

²⁵ PEAN P., « Noires fureurs, blancs menteurs. Rwanda 1990-1994 » et ONANA C., « Rwanda, la vérité sur l'opération Turquoise. Quand les archives parlent » et « Holocauste au Congo. L'Omerta de la communauté internationale ».

Comme une roue qui tourne à vide, les Congolais ont été crapahutés depuis lors de manière incessante entre leurs Intérêts Nationaux et ceux des puissances étrangères campant sur leur position de proconsuls *ad vitam aeternam* de cette "propriété de tout le monde et de personne". Ces puissances ont recouru, et continuent de recourir de manière constante, à une production parfois caricaturale de schèmes qui alimentent une culture d'auto dévalorisation en s'appuyant sur quelques États voisins utilisés comme leviers de cette entreprise de dépossession.

Il est utile à ce propos de rappeler qu'excédé par les critiques des experts des Nations-Unies sur les incursions prédatrices de ses forces armées à l'Est de la RD Congo, le président Paul Kagame a lui-même reconnu que son pays « n'était qu'un point de passage vers les pays occidentaux des minerais illégalement exportés du Congo ».

La journaliste belge Colette Braeckman précise que « quelle que soit la frontière vers laquelle on se tourne, le Congo, trop vaste, trop riche, trop mal défendu, a des raisons de se plaindre de ses voisins : à l'Est, chacun laisse ses groupes armés, ses opposants, ses trafiquants opérer librement, sans trop se soucier de les empêcher de nuire. Qu'il s'agisse du pétrole exploité par l'Angola dans des eaux territoriales congolaises ou aspiré depuis les rives ougandaises du lac Albert, du gaz extrait du lac Kivu depuis le Rwanda, des Peuls en quête de pâturages et franchissant les frontières du Nord, une grande partie des ressources du Congo est aspirée par ses voisins. Au Nord et au Sud-Kivu, plus de 120 groupes armés expédient le produit de leurs rapines vers les voisins qui les blanchissent, les raffinent et les exportent au bénéfice de leur balance commerciale... L'affaiblissement de l'État congolais qui avait vocation à être une puissance régionale a ouvert les appétits d'intervenants lointains comme la Chine ou de voisins proches (...). Les Congolais vivent sans se soucier du lendemain, de la pollution qui est un scandale, dans les villes, des bateaux et avions surchargés qui provoquent des hécatombes ou des politiciens irresponsables qui leur distribuent des miettes »²⁶.

²⁶ BRAECKMAN C., « Le Congo pourrait aussi être un "pays solution" », disponible sur *lesoir.be*, consulté le 20 août 2022.

VI. REMEDIER A LA COLONISATION MENTALE ET A LA FAILLITE DE LA PENSEE

L'éducation à la nouvelle citoyenneté au Congo poursuit, entre autres objectifs, celui de faire échec aux tentatives de colonisation mentale et surmonter la faillite de la pensée innovatrice qui s'ensuit afin de conjurer la malédiction du mimétisme structurel que de longues années d'une culture de sujétion ont inoculé aux Congolais. Elle ne saurait faire l'économie de la clarification de l'ambivalence de l'héritage coloniale révélée notamment par la survivance anachronique des actes mémoriels contradictoires, à l'instar de ce haut-relief en bronze érigé en 1948 dans le mur d'enceinte de la gare centrale de Kinshasa par le sculpteur belge Arthur Dupagne à l'occasion du cinquantième du chemin de fer Matadi-Kinshasa et sur lequel lire l'inscription latine *aperire terram gentibus* « ouvrir la terre aux nations (civilisées NDLA) », devise de la Compagnie universelle du Canal de Suez de l'entrepreneur français Ferdinand de Lesseps²⁷ ou d'autres monuments à l'instar de celui dédié à la mémoire des milliers de porteurs africains morts de mauvais traitements leur infligés par les agents léopoldiens sur le tracé du sentier des caravanes entre Matadi et Kinshasa, flanqué d'une plaque indiquant cyniquement «le chemin de fer les libéra du portage »²⁸.

L'avidité du président Paul Kagame, empêtré dans une conception ratzélienne de l'espace vital²⁹, a été mise à profit par des suprématistes occidentaux pour consolider un projet d'exploitation néocoloniale du Congo. En effet, confronté à l'exiguïté de son pays par rapport à ses 13 millions d'habitants, le président rwandais ne fait plus mystère de ses ambitions hégémoniques qui ciblent des pans entiers des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu sur pied des idées de Ratzel dont on sait qu'elles ont largement inspiré Adolf Hitler le führer de l'Allemagne nazie dans le processus de déclenchement de la deuxième guerre mondiale à partir de 1939.

²⁷ *Ibidem*.

²⁸ *Ibidem*

²⁹ Pour Friedrich Ratzel, une société qui ne s'étend pas, est une société décadente qui sera poussée hors de la scène de l'histoire par plus fort qu'elle.

Les ravages provoqués par les incursions rwandaises en République Démocratique du Congo depuis la deuxième moitié de la décennie 1990 nécessitent que l'éducation à la nouvelle citoyenneté se focalise à ramener à la surface tous les épisodes historiques de la géopolitique de la région des grands lacs. L'historiographie officielle rwandaise validée par la plupart des pays occidentaux accuse le Zaïre de Mobutu d'avoir ouvert largement ses frontières en 1994 à des vagues de réfugiés parmi lesquels se trouvaient des génocidaires des FDLR qui se prépareraient à prendre à nouveau les armes contre leur pays.

Le politologue franco-camerounais Charles Onana s'inscrit en faux contre cette version et estime que dès les premières escarmouches en 1994, les troupes Tutsis du Front patriotique rwandais de Kagame avaient délibérément fermé la frontière entre le Rwanda et la Tanzanie à l'Est et mis en place une sorte d'entonnoir pour le déversement des populations Hutus, inoffensives ou en armes vers les deux provinces kivutiennes du Congo.

« Le but était de se donner un prétexte pour les incursions militaires prédatrices dans le Kivu auxquelles on assiste à l'heure actuelle. Il est clair, que cet exode massif des populations vers le Zaïre est inséparable d'une stratégie militaire visant l'occupation du Congo-Zaïre », note-t-il³⁰.

Les autorités rwandaises et leurs alliés occidentaux manipulent délibérément les faits à cet égard. C'est un véritable cas d'école de révisionnisme entendu comme la tendance à soutenir, en droit, en politique ou en histoire, une position impliquant la révision de ce qui est majoritairement tenu pour acquis.

De Dona Kimpa Vita à Patrice-Emery Lumumba, en passant par Simon Kimbangu, quelques rares autochtones avaient contesté l'esprit des actes de la Conférence de Berlin sur le bassin du Congo de 1884-1885 et tenté de soustraire le destin du Congo des mains de ceux qui, esclavagistes, explorateurs, colonisateurs, missionnaires ou exploitants industriels, s'étaient confortablement installés dans le processus d'accumulation sans contrepartie des ressources naturelles de ce pays. Ils ne semblent pas avoir fait beaucoup

³⁰ ONANA C., *Holocauste au Congo. L'Omerta de la communauté internationale*, Ed. L'Artilleur, Paris, 2023, pp. 37-39.

d'émules parmi leurs compatriotes qui s'abstiennent généralement de prendre position contre ce que Kankwenda Mbaya a qualifié à bon escient de « stratégies d'infiltration-subjugation »³¹.

La faiblesse du leadership congolais a provoqué une sorte d'appel d'air pour des intrusions extérieures effectuées avec la complicité de *proxy forces* coraquéées par le Rwanda depuis 1996. De fait, les régimes du président Mobutu et de Mzee Laurent-Désiré Kabila ainsi que les rébellions congolaises du RCD, MLC, CNDP, M23 ou AFC qui ont, à un moment ou à un autre, servi d'alibis au Rwanda sont souvent brandis pour illustrer les défaillances du leadership de la RDC ont été instrumentalisés par des suprématistes occidentaux.

Il appert assez clairement qu'en reconnaissant l'indépendance du Congo le 30 juin 1960, la Belgique et ses alliés occidentaux entendaient conserver la jouissance des ressources économiques de ce pays par divers artifices dénoncés avec prescience par des visionnaires comme Patrice Lumumba ou Auguste Mabika Kalanda que l'éducation à la nouvelle citoyenneté devrait ramener à la surface.

La chroniqueuse britannique Michela Wrong dénonce, non sans pertinence « la tendance chez les conseillers, ministres et généraux congolais qui ont aidé à façonner les politiques du dinosaure (Mobutu NDLA) à resservir l'excuse du "je n'ai fait qu'obéir aux ordres", déjà jugée insuffisante à Nuremberg (...). A présent que les Etats-Unis, la France et la Belgique ont pris leur distance et que Mobutu est mort, le pays a perdu sa dernière excuse pour justifier sa situation difficile et l'habitude prise par sa population de ne pas espérer beaucoup plus que la simple survie »³².

Ce qui précède indique à quel point les suprématistes occidentaux ont réussi à faire prospérer leur projet néocolonial au Congo. Il est symptomatique à cet égard qu'après l'élimination politique et physique du Père de l'indépendance Patrice-Emery Lumumba, toutes les initiatives de dialogue entre

³¹ MBAYA K., *Marabouts ou marchands du développement en Afrique ?* Ed. L'Harmattan, Paris, 2000, p. 17.

³² WRONG, M., *Op. cit.*, p 280.

Congolais aient fait long feu à cause des multiples ingérences d'une nuée d'agents d'influence étrangers.

Evoquant la première de ces actions que fut le Conclave dit de Lovanium, tenu du 25 juin au 2 août 1961 sur le site l'actuelle université de Kinshasa au Mont Amba, Mabika Kalanda a noté qu'elle s'était réunie «dans les conditions fixées par des puissances étrangères. Il en est sorti un gouvernement de "réconciliation et de large union nationale" en moins de trois semaines dont la direction fut confiée à Cyrille Adoula dont la séparation avec Lumumba constituait aux yeux des étrangers une caution suffisante. Tout se passait sous le contrôle de quelques "experts" belges »³³.

Pour ce penseur congolais, l'échec des nombreux dialogues télécommandés entre Congolais est dû essentiellement à ces immixtions extérieures.

« Partout où surgit un conflit, il y a la présence étrangère, intéressée et vigilante pour mettre à contribution nos vies et nos faiblesses. Deux éléments paraissent déterminer nos malheurs : d'une part, l'attrait des richesses naturelles du sol et du sous-sol, et d'autre part la position stratégique du Congo au cœur de l'Afrique. Ces facteurs expliquent les multiples ingérences étrangères dans nos affaires : les idéaux, les initiatives et les orientations qui marquent les affaires publiques viennent des étrangers.

De ces faits dramatiques, abondants, contradictoires provenant de diverses sources et relatant les inconséquences aussi bien des dirigeants que de l'opinion publique, le peuple n'est pas capable de tirer des leçons utiles. Nos propres faiblesses internes ont plus d'une fois contribué à favoriser la confusion parmi nous(...). Chez un peuple sans élites ou si peu préparé à assumer lui-même les charges publiques, l'influence étrangère trouva un terrain propice », écrit-il à juste titre³⁴.

³³ MABIKA K. A., *La remise en question, base de la décolonisation*, Éd. Remarques africaines, Bruxelles, 1967, pp. 20-21.

³⁴ *Ibidem*, pp. 7-15.

La nouvelle citoyenneté doit donc se concevoir en premier lieu comme un antidote au tropisme vers l'extérieur qui entrave continuellement la pensée émancipatrice des Congolais. La théorie de Mabika Kalanda sera confirmée à l'occasion de bien d'autres forums organisés après le Conclave de Lovanium de 1961. Il en a été ainsi de la Conférence nationale souveraine (CNS) convoquée au début des années 90' par le président Mobutu Sese Seko embarrassé par les critiques des Occidentaux auxquels il tenait à offrir un gage de bonne volonté dans la vague de démocratisation des Etats africains francophones provoquée par la fin de la guerre froide en 1989. Cette rencontre vantée comme celle de la dernière chance et à laquelle Mabika Kalanda avait participé, s'était tenue tint à partir de la fin de l'année 1990. Elle n'aboutira qu'à installer à la tête du pays un ersatz d'institutions publiques consensuelles qui n'eurent pas raison du système autocratique de la deuxième République.

La plupart des 2.850 participants, manipulés par Mobutu, s'étaient épuisés en rodomontades cathartiques contre les manifestations les plus outrancières de son autoritarisme sans se soucier d'une rupture ontologique avec le système néocolonial qui enserrait le pays depuis l'indépendance. La désillusion provoquée par l'inefficacité de ce schéma réformiste de la Conférence nationale souveraine donna des lettres de noblesse à la lutte armée de type révolutionnaire lancée en 1996 depuis son exil en Afrique de l'Est par M'zee Laurent-Désiré Kabila, un des rares disciples de Patrice Lumumba qui, ayant flairé le traquenard de Mobutu et de ses alliés occidentaux, s'était claquemuré dans son maquis des confins montagneux entre le Sud-Kivu et le Tanganyika puis dans l'exil en Tanzanie.

VII. LE PIEGE D'UNE EXTRAVERSION TENTACULAIRE

Bien que doté d'une intelligence politique et d'un courage au-dessus de la moyenne, Laurent-Désiré Kabila n'échappera pas au piège tentaculaire de l'extraversion que Caitlin Meyer définit comme « la tendance excessive à

puiser et à diriger son énergie vers le monde extérieur parfois au détriment de la réflexion ou de la pensée intrinsèque »³⁵.

En effet, c'est déjà en mettant à profit le profond désamour des dirigeants rwandais et ougandais et leurs mentors occidentaux envers Mobutu, accusé de soutenir des partisans du défunt président Hutu rwandais Juvénal Habyarimana présumés auteurs du génocide rwandais de 1994 et de persécuter la minorité des Tutsis congolais, que l'AFDL de Kabila avait pu trouver des appuis en hommes et en armes pour se lancer à l'assaut du régime qui avait mis le Congo sous coupe réglée depuis l'éviction de Lumumba.

Pour Michela Wrong, « l'AFDL était un salmigondis de convictions, d'expériences et de motivations. Parmi ses membres, on trouvait autant des communistes que des universitaires formés aux Etats-Unis et des petits malfrats de la campagne. Ils avaient à peine eu le temps de se mettre d'accord sur une structure claire ou une ligne idéologique. Laurent Kabila, porte-parole devenu chef, était un maoïste doté d'un sens commercial aigu qui avait établi un fief à l'Est du Zaïre en faisant de la contrebande d'or et d'ivoire, trafic agrémenté de quelques prises d'otages occidentaux. Certains de ses collègues se battaient le capitalisme, d'autres pour la survie de la communauté tutsi du Zaïre, d'autres encore pour précipiter la fin de Mobutu »³⁶.

En fin de compte, ce sont les troupes rwandaises et ougandaises soutenues par la "communauté internationale" occidentale désillusionnée par l'outrecuidante fatuité de Mobutu dont l'utilité n'était plus évidente dans le contexte de la fin de la guerre froide après la chute du mur de Berlin en 1989 qui lui permirent de défenestrer ce dernier après une offensive éclair de quelques mois seulement.

L'éducation à la nouvelle citoyenneté peut aider à déconstruire les anciens paradigmes. L'esclavagisme avait été justifié par la nécessité de christianiser des peuples païens avant que la terreur léopoldienne ne vienne se légitimer par la lutte antiesclavagiste et que la colonisation et sa mission «

³⁵ MEYER, C., « Trait de personnalité. Extraversion », disponible sur <https://www.verywellmind.com/what-is-extroversion-2795994>, consulté le 7 mai 2024.

³⁶ WRONG, M., *Op. cit.*, p. 227.

civilisatrice » de sauvages vivant dans l'animalité ne lui succèdent. Après l'indépendance, la coopération tendait théoriquement à développer des pays comme le Congo qui ne l'étaient pas ; puis est venue l'ère de la mondialisation brandie comme un remède efficace contre la pauvreté. Autant de clichés négatifs qu'il faut déraciner car ils confortent dans l'imaginaire collectif les stéréotypes racistes sur lesquels ceux qui y trouvent leurs comptes s'appuient pour ériger ici leur suprématie et banaliser le traitement inhumain et dégradant infligé aux Congolais depuis le XIV^e siècle.

Il faut reconnaître que les élites congolaises contribuent elles-mêmes à la cristallisation de ces immixtions par leur complaisance vis-à-vis des certaines confessions religieuses auxquelles sont trop souvent confiées des tâches régaliennes (présidence de la CNS au début des années 1990, médiation de l'Accord de la Saint sylvestre de fin décembre 2016 etc.).

Parmi les causes extérieures de la non-émergence de la République Démocratique du Congo, il convient donc de retenir de telles supercheries idéologiques destinées à fixer le pays dans une sorte d'abrutissement. Elles ont, au cours des dernières années, provoqué un véritable délitement des institutions politiques par une avalanche de paralogismes téléguidés et de quiproquos générateurs de digressions et de corruption quasi-institutionnalisées à l'extirpation desquels l'éducation à la citoyenneté aura à s'atteler.

Ainsi que le remarque Hervé Cheuzeville, les anciennes puissances coloniales n'ont en aucune manière favorisé l'émergence en Afrique d'une réelle démocratie avant d'accorder l'indépendance à leurs colonies. Du reste cet épisode, la plupart d'entre elles ont même encouragé, conforté et soutenu des dictatures cruelles dont le seul mérite était de servir les intérêts de leurs anciens maîtres. « On oublie souvent qu'il y a à peine 50 ans, des pays comme l'Espagne, le Portugal ou la Grèce étaient encore des dictatures. A l'heure de la mondialisation, je ne doute pas que les Africains trouveront la recette pour des démocraties conformes à leurs valeurs profondes », fait-il observer³⁷.

³⁷ *Ibidem*.

Un florilège de mythes anthologiques a servi à maintenir les populations autochtones africaines en état de subordination vis-à-vis aussi bien d'anciens colonisateurs que de certaines puissances émergentes en se dissimulant habilement derrière le masque trompeur de la philanthropie altruiste.

Blaise Ngoy Sary souligne à ce propos l'obsolescence du libéralisme économique et l'émergence de la Pax China qui, « bien que non hégémonique n'évolue pas moins dans un libéralisme impur légué par l'ancien ordre sans délier les trappes de la pauvreté et du sous-développement d'un pays comme la RDC. La Chine ne crée pas des opportunités nouvelles qui mènent à la diversification des activités industrielles. Sa présence ne modifie en rien le sens des relations de dépendance. Certains l'associent à un néocolonialisme moderne. Car son commerce n'améliore nullement les termes de l'échange avec l'Afrique qui demeurent détériorés comme jadis »³⁸.

Dans un monde de plus en plus compétitif, la nouvelle citoyenneté dont les Congolais ont le plus besoin pour tutoyer l'émergence et le développement devrait consister à stimuler la déconstruction des mythologies racistes qui étouffent leur émancipation et les contraignent à patauger dans des solutions inefficaces qui défie la vérité apodictique rappelée par l'humaniste Thomas More selon laquelle « il n'y a pas d'individu tellement placé au-dessus du genre humain que la providence ne doive prendre soin que de lui seul car la nature a donné la même forme à tous ; elle les réchauffe tous de la même chaleur, elle les embrasse tous du même amour »³⁹.

Cette démarche est la seule à même de les sortir du statut avilissant d'éternels assistés définitivement incapables de se passer des aides à conditionnalités souvent scandaleuses dans un processus d'inoculation des normes et des mécanismes d'exploitation/domination présentées comme faisant partie d'une culture prétendument universelle.

³⁸ SARY N. B., *La problématique de l'émergence des économies africaines*, L'Harmattan, Paris, 2016, p. 17.

³⁹ NTIMA N., « Libres propos sur le fondement anthropologique et extra-juridique de la redevabilité en politique », dans *Congo-Afrique*, N°536, juin-juillet-août 2019, p. 535.

Le régionalisme, l'irrédentisme, le tribalisme, le clanisme et le clientélisme sont d'autres facteurs qui brident les chances d'émergence et de développement du Congo. L'éradication des mirages charmeurs entretenus par ces antivaleurs ne s'effectue pas par génération spontanée. D'où la nécessité de les intégrer dans un programme d'éducation à la nouvelle citoyenneté axé sur l'inculcation aux jeunes de la volonté de leur mener une véritable guerre continue à plusieurs batailles avec ce que cela comporte de don de soi, d'abnégation d'héroïsme et de non-conformisme afin de les préparer à se reconstruire sur les cendres des aïeux, à braver tous les défis, à faire face le cas échéant à l'adversité ou l'hostilité extérieure et à édifier de grandes œuvres qui résistent le temps de leur propre vie terrestre.

Il appert en outre assez nettement qu'en acceptant de remplacer par un mimétisme caricatural leur philosophie de l'harmonie par une philosophie de la confrontation (majorité contre minorité), les Congolais ont cloisonné leurs identités ethniques et pris l'habitude de se regarder comme étrangers alors qu'auparavant ils savaient faire vivre entre eux des liens de fraternité. L'inclusivité et le consensus ont été remplacés par la seule loi de la majorité, le sens de l'équilibre par la compétition même pour l'accès aux ressources communes.

On entend fréquemment célébrer l'avènement à la tête d'une institution publique de telle personnalité non parce qu'elle le méritante mais uniquement parce qu'elle est originaire d'une région ou tribu déterminée tandis que d'autres régions ou tribus piaffent d'impatience en attendant «leur tour». L'exacerbation des identités ethniques et des affinités ethniques qui s'ensuit entraîne un effritement de la conscience nationale dont les puissances impérialistes se servent pour imposer leurs agendas.

CONCLUSION

Évoquant l'état d'esprit des suprématistes occidentaux vis-à-vis des peuples du tiers-monde en général, l'altermondialiste Naomi Klein a recouru à ce passage glaçant d'un essai de Cyril J.C. Kennedy dans lequel on pouvait lire « leurs esprits sont comme des pages vierges sur lesquelles nous pouvons écrire ». Face à une telle impudence, l'éducation à la nouvelle citoyenneté

apparaît comme une nécessité incontournable pour que les Congolais en finissent avec les mécanismes d'envoûtement et de lynchage culturel permanent qui imprègnent leur rapport au monde.

Agir autrement reviendrait à accepter que l'indépendance devienne une simple fantaisie diplomatique car, comme le rappelle Marcel Yala Masuka, « un scandale géologique non protégé et n'affichant pas à l'égard des autres pays une identité économique souveraine est un créneau de vulnérabilité »⁴⁰.

A l'évidence, l'inadéquation persistante entre les institutions en place depuis l'indépendance et la culture congolaise est aux sources des problèmes causés par les élites de ce pays, quelle que soit leur extraction, qui se complaisent dans une posture de cheval de Troie au sein de leur communauté.

Il a été démontré ci-dessus que les visées impériales des anciens colonisateurs ont transcendé la proclamation rituelle de l'indépendance congolaise ainsi que le révèle le sort cruel réservé à des personnalités comme Patrice-Emery Lumumba et ses compagnons par ceux que Naomi Klein appelle « les maîtres du monde » soucieux de consolider la doxa d'un capitalisme agressif et autoritaire. La réduction des capacités de résilience de générations entières d'autochtones dans les agglomérations extra coutumières a généré des déviances qui sont aux sources du phénomène des externalités négatives sous forme de pratiques considérées comme relevant de la "débrouillardise".

Le projet de balkanisation du Congo initié par des suprématistes occidentaux pèse comme l'épée de Damoclès sur le devenir et l'avenir de la RDC depuis la fin des années 1950. Les exodes massifs forcés de populations entre les actuelles provinces du Kasai Central et Kasai-Oriental et, d'autre part entre le Katanga et le reste du Congo ainsi que la longue série de séditions, des sévices, des guerres civiles, interethniques, des rébellions et des mutineries ont cristallisé des externalités négatives endogènes qui constituent autant de freins à toute perspective de développement autocentré de ce pays.

⁴⁰ YALA M. M., « Relecture historico-géopolitique des rapports de forces dans la sous-région des Grands Lacs », dans *Revue Intelligence Stratégique*, N°005 Juillet-Septembre 2019, p. 191.

Les mythes et les phantasmes générateurs de dynamiques de confrontation fratricides, la patrimonialisation universelle des ressources naturelles congolaises, les alibis écologiques et les conventions iniques tendent à intégrer le Congo dans une mondialisation assimilée à une expansion utilitariste et suprématiste de *l'American way of life*.

Il est indispensable de développer l'intelligence collective de la situation dans laquelle le pays se trouve et réhabiliter le culte du mérite, de l'effort, du travail créatif et d'une stratégie de puissance grâce notamment à la diversification des moyens de production susceptibles de nous rendre autosuffisants. Il s'agit d'éradiquer le mimétisme culturel qui aboutit à la dilution de nos valeurs traditionnelles et entretient l'impuissance des pouvoirs publics face à leurs responsabilités régaliennes qui n'est nuancée que par l'allégeance socioculturelle de nos concitoyens à la conception toxique de la "solidarité ethnique", génératrice d'un réel dérèglement métaphysique confinant à une véritable débandade.

En définitive l'éducation à la nouvelle citoyenneté ne sera socialement utile que si elle promeut l'idée que la souveraineté appartient à l'ensemble des citoyens libres et égaux et non un banal accident de l'histoire et qu'elle conduise les Congolais à inscrire leur agir quotidien dans une progression raisonnée vers plus d'autonomisation de leurs référents philosophico-culturels et circuits économiques et à mettre en œuvre des processus d'appropriation et de transformation industrielle de leurs propres ressources naturelles sans banaliser pour autant la qualité de leurs productions ou les exigences environnementales dans le contexte d'une compétitivité de plus en plus agressive.

Ces préconisations sont de nature à relancer la production intérieure qui stagne au degré zéro depuis les pillages du début des années 1990, exposant le pays à l'inanition en cas de survenance d'une catastrophe de type global.

En encadrant rigoureusement les crédits qu'il pourrait tirer de ses partenariats extérieurs, le Congo avec son taux d'endettement de moins de 20 % du PIB (contre plus de 80% pour plusieurs autres pays africains) peut se

doter des moyens suffisants pour se propulser vers des perspectives de développement autocentré en privilégiant, dans le domaine politique, le dialogue, le respect de tous les protagonistes et une souplesse impliquant également la prise en compte par les gouvernants des acquis du passé qui peuvent contribuer aux changements escomptés, en lieu et place d'une révolution qui implique une alternance imposée à soi-même ou à un adversaire terrassé et voué aux gémonies.

Au demeurant, l'espoir reste permis malgré les traquenards des crises et des controverses politiques et identitaires qui traversent régulièrement le pays. Il faut pour y faire face utilement, orienter ce programme vers ce « brainstorming de réorientation stratégique substantielle allant au-delà d'un simple et infécond marketing politique sans profondeur ni sagacité stratégique » que le géo politologue Kabasu Babu appelle de tous ses vœux⁴¹.

Aujourd'hui comme hier, la forte parole de Charles de Gaulle selon laquelle « les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts » reste d'actualité. En surmontant la corruption et la pusillanimité de ses élites, le Congo peut faire échec aux prédictions pessimistes dans lesquelles nombre de ses partenaires extérieurs s'évertuent à le noyer.

A ce sujet, on ne peut que s'accorder avec Jacques Attali lorsqu'il estime qu'« il n'y a rien à attendre de personne. Chacun doit se prendre en main, sans attendre des solutions miraculeuses. Il ne s'agit pas de résistance, ni de résilience. Mais de devenir soi. Se libérer des déterminismes et des idéologies, pour choisir son destin et changer de monde, s'arracher à la routine, aux habitudes, au destin tout tracé, à une vie choisie par d'autres pour agir comme si rien n'était impossible ».

Les agressions militaires dont le pays fait l'objet depuis ces 30 dernières années au point d'être devenu ce que Philippe Biyoya Makutu a qualifié d'« espace de vadrouille des forces militaires et rebelles des pays voisins »⁴² donnent de la substance à cette exhortation.

⁴¹ KABASU BABU H., Communication au séminaire du FCC à Mbuela Lodge (Kongo Central), 2020.

⁴² BIYOYA P., *RD Congo, la République des inconscients*, Ed. Le Potentiel, Kinshasa, 2011, p.132.

De plus en plus, les trois décennies de complaisance et d'impunité dues à la mauvaise conscience des Occidentaux qui semblent avoir résolu d'instrumentaliser la RDC pour faire amende honorable de leur indifférence lors du génocide rwandais de 1994 semblent s'estomper en dépit des tribulations sanglantes du régime post-génocide rwandais qui ont transformé son pays en empire du silence et l'Est du Congo en un pandémonium avec plus de 10 millions de morts directes ou indirectes, selon des chiffres onusiens.

Il importe dès lors grâce à la structuration de l'éducation à la nouvelle citoyenneté, de consolider la refondation des relations entre l'Occident et le Congo subséquemment à la nécessité maintes fois ressassée de solder les comptes de la colonisation afin de sortir d'une souveraineté qui ne relève pas de la liberté surveillée en mettant en œuvre un nouveau paradigme du vivre ensemble à l'interne dans lequel le communautarisme africain comme philosophie de base se substituera à l'individualisme exacerbé imposé par un néocolonialisme arrogant et impénitent.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Bases théoriques de l'éducation à la citoyenneté, disponible sur <http://www.education21.ch>.
- BIYOYA P., *RD Congo, la République des inconscients*, Ed. Le Potentiel, Kinshasa, 2011.
- BONGELI Y. A., *L'émergence par la science. Pour une recherche scientifique citoyenne au Congo-Kinshasa*, Ed. L'Harmattan RD Congo, Kinshasa, 2017.
- BRAECKMAN C., « Le Congo pourrait aussi être un 'pays solution' », disponible sur lesoir.be, Consulté le 20 août 2022.
- BREVILLE, B., « L'histoire face aux manipulateurs », dans *Le Monde diplomatique*, N°847, Octobre 2024.
- CESAIRE A., *Discours sur le colonialisme*, Ed. Réclame, Paris 1950.
- Citoyenneté, disponible sur <https://fr.wikipedia.org>.
- Constitution de la République Démocratique du Congo, in <https://www.sgg.cg>.

-
- Définition de préconisation, disponible sur <https://www.nrtl.fr> et <https://openclassrooms.com>.
 - Education – Wikipédia, disponible sur <https://fr.wikipedia.org>.
 - FLEURY C., *La fin du courage*, Ed. Le Livre de Poche, Paris, 2021.
 - <https://www.larousse.fr>.
 - HUGO V., *Combats politiques et humanitaires. Anthologie et commentaires*, Ed. Pocket, Paris.
 - KABENGELE K. N., « Isomorphismes du système léopoldien : Résilience et perpétuité aux systèmes post-léopoldiens », dans *Revue Intelligence Stratégique*, N°11, Janvier-Mars 2022.
 - KABASU BABU H., Communication au séminaire du FCC à Mbuela Lodge (Kongo Central), 2020.
 - MABIKA K. A., *La remise en question, base de la décolonisation*, Éd. Remarques africaines, Bruxelles, 1967.
 - MBAYA K., *Marabouts ou marchands du développement en Afrique ?* Ed. L'Harmattan, Paris, 2000.
 - MENDE O. L., *Aspects comminatoires des relations belgo-congolaises. Paradoxe entre l'utopie de puissance et une fragilité non assumée*, Ed. IRGES, Kinshasa, 2020.
 - MEYER, C., « Trait de personnalité. Extraversion », disponible sur <https://www.verywellmind.com/what-is-extroversion-2795994>.
 - NDAYWEL E ZIEM I., *La saison sèche est pluvieuse : L'audace de dresser le front pour un autre Congo*, Ed. Médiaspaul, Kinshasa, 2017.
 - NTIMA N., « Libres propos sur le fondement anthropologique et extra-juridique de la redevabilité en politique », dans *Congo-Afrique*, N°536, juin-juillet-août 2019.
 - NUBUKPO K., *Une solution pour l'Afrique. Du protectionnisme aux biens communs*, Ed. Odile Jacob, Paris, 2022.
 - ONANA C., *Holocauste au Congo. L'Omerta de la communauté internationale*, Ed. L'Artilleur, Paris, 2023.
 - SANTIMI G-L., *Relations Nord-Sud, un grand scandale*, Ed. Monde Nouveau Afrique Nouvelle, Saint-Légier, 2014.
 - SARY N. B., *La problématique de l'émergence des économies africaines*, L'Harmattan, Paris, 2016.

-
- SCHNAPPER D., « La citoyenneté Être (un) citoyen aujourd'hui », disponible sur <https://www.conseil-etat.fr>.
 - THUAL F., *La planète émietlée. Morceler et lotir, un nouvel art de dominer*, Ed. Arléa, Paris, 2002.
 - TREFON T. et DE PUTTER, T., Ressources naturelles et développement : le paradoxe congolais, disponible sur amazon.com.be.
 - WRONG, M., *La chute du léopard. Sur les traces de Mobutu*. Ed. Max Milo, Paris, 2024.
 - YALA M. M., « Relecture historico-géopolitique des rapports de forces dans la sous-région des Grands Lacs », dans *Revue Intelligence Stratégique*, N°005 Juillet-Septembre 2019.